

## Chapitre I

# La démocratie plébiscitaire, d'Eltsine à Poutine

*La forme démocratique d'organisation de la société est la plus efficace dans le monde d'aujourd'hui, mais la démocratie n'est pas un article d'exportation. Dès qu'elle devient l'objet d'une tentative d'exportation, elle devient un instrument de domination<sup>1</sup>.*

Vladimir Poutine, 27 avril 2005

Dans les circonstances de la crise politique du début des années 1990, la jeune démocratie post-soviétique s'est d'abord vue assigner la tâche de répondre à un impératif majeur : produire la légitimité des nouveaux chefs des exécutifs et, en premier lieu, celle du premier d'entre eux, le Président. Tout au long des années 1990, des pôles de pouvoir se sont formés, agrégeant à chaque niveau territorial les ressources administratives, politiques, économiques et médiatiques nécessaires à l'élection des dirigeants politiques. Ces « partis du pouvoir » formaient, à la fin de la décennie, un véritable maillage oligopolistique du jeu politique russe. Sous la houlette de Vladimir Poutine, l'oligopole s'est peu à peu transformé en un quasi-monopole du « parti du pouvoir » dirigé par le Kremlin. C'est pourquoi la démocratie post-soviétique peut être aujourd'hui qualifiée de « démocratie dirigée », ou « administrée » (*oupravliaemaïa demokratiïa*). L'élection et la réélection de Vladimir Poutine à la présidence en 2000 et 2004 ainsi que la progression électorale du parti pro-présidentiel *Russie Unie* — qui affichait plus d'un million et demi d'adhérents à la veille des élections législatives de décembre 2007 — témoignent de l'incontestable légitimité de cette démocratie *à la russe*, une démocratie illibérale peu conforme aux canons d'un modèle occidental qui aujourd'hui battu en brèche jusque dans les démocraties occidentales qui constituent pourtant son berceau revêt un caractère de plus en plus idéologique. La démocratie russe repose en premier lieu sur un vote d'allégeance au Président sortant et à la formation politique qui le soutient, stimulé

---

1. Discours de Vladimir Poutine prononcé à l'occasion de la visite en Russie du Président égyptien Hosni Moubarak. *Diplomatitcheskii Vestnik*, n° 5, 2005, p. 7.

par une demande sociale de sécurité en augmentation dans tous les domaines. Faute d'une opposition politique structurée et organisée, ce sont la protestation et l'esquive (l'abstention électorale, notamment) qui viennent contrer la logique de l'allégeance, à telle enseigne que le « vote contre tous », originalité du dispositif électoral post-soviétique qui permettait jusqu'à récemment à l'électeur russe de voir son vote protestataire — « je vote contre tous les candidats » — était reconnu et validé dans le décompte des résultats. La dynamique plébiscitaire de la démocratie russe entrave l'émergence d'un mécanisme d'alternance au pouvoir de grandes coalitions politiques et conditionne cette alternance à l'enclenchement d'une dynamique protestataire autour d'un « contre-parti du pouvoir » conduit par une personnalité charismatique, comme l'illustrent les « révolutions de couleur » survenues dans plusieurs États post-soviétiques, et en particulier la « révolution orange » en Ukraine (2004). Cette dynamique plébiscitaire fait obstacle à l'instauration d'un mécanisme d'alternance entre une majorité et une opposition institutionnalisées : c'est essentiellement en cela que la démocratie *à la russe* se distingue aujourd'hui du modèle occidental. En appelant de leurs vœux l'avènement d'un bipartisme en Russie, Vladimir Poutine et ses conseillers indiquent leur volonté de « normaliser » la démocratie post-soviétique, un modèle unipolaire dont la fragilité leur est apparue dans toute son ampleur à la faveur de la « révolution orange ».

## 1. Démocratie à la russe et modèle occidental

---

Après la chute de l'URSS, tous les dirigeants des États post-soviétiques, ou presque, ont ouvert le chantier de la « transition démocratique » sur le terrain constitutionnel, s'engageant à bâtir de nouvelles institutions politiques sur le modèle occidental. Ainsi, les Constitutions post-soviétiques adoptées dans les années 1990 consacrent, pour la majorité d'entre elles, les grands principes politiques qui caractérisent le « modèle occidental » : la séparation des pouvoirs, les libertés publiques et les droits fondamentaux de l'homme et la protection judiciaire de ces derniers, le pluralisme politique et les élections libres. Bien plus que la souveraineté populaire, c'est-à-dire la démocratie *stricto sensu*, ce sont ces principes qui constituent le socle de ce modèle politique occidental, souvent qualifié de « démocratie libérale<sup>1</sup> ». Citant Montesquieu, Victor Leontovitch,

---

1. Selon la définition donnée par Serge Berstein : « un régime politique électif fondé sur le principe de l'État de droit et la séparation des pouvoirs ». Berstein, S. (dir.), *La démocratie libérale*, Paris, PUF, 1998, p. 1-9. L'auteur prend bien soin d'évacuer le suffrage universel de la définition qu'il donne de la « démocratie libérale ».

dans son ouvrage sur le libéralisme en Russie, a bien montré que le combat des libéraux russes au XIX<sup>e</sup> siècle fut un travail patient et persévérant de bornage par le droit des prérogatives, par essence illimitées, de l'État autocratique de droit divin<sup>1</sup>. En ce début du XXI<sup>e</sup> siècle, c'est l'État de droit qui est la matrice du « modèle occidental » telle qu'il est défini, de manière plus ou moins explicite, par les organisations, gouvernementales ou non, qui le promeuvent. Le chapitre « Russie » du rapport annuel de l'ONG *Human Rights Watch* pour 2006 est à cet égard significatif. La Fédération de Russie y est décrite comme un « pays fermé et autoritaire » où « de nombreux droits fondamentaux sont ouvertement bafoués » et la démocratie « entravée par la forte censure étatique sur les médias »<sup>2</sup>. Faisant état d'une conception plus restrictive encore du « modèle occidental », allant jusqu'à reléguer les procédures démocratiques de désignation des dirigeants au rang de critères secondaires, l'« échelle des libertés » établie chaque année par l'ONG *Freedom House* classe la Russie parmi les pays « non libres », au côté d'États qui, telle la Corée du Nord, Cuba, la Chine ou l'Arabie Saoudite, ont banni tout pluralisme idéologique et électoral<sup>3</sup>. Mis en sourdine sous la présidence Eltsine, à l'heure du soutien de l'Occident au processus de réformes économiques<sup>4</sup>, le non-respect des droits de l'homme est de nouveau inscrit en bonne place au chapitre des récriminations officielles à l'encontre de la Russie dans le discours de bon nombre de dirigeants politiques occidentaux. Cette inflexion politique, à tout le moins du discours officiel, semble à certains égards renouer avec le ton adopté par Washington au cours du premier mandat de Ronald Reagan à la présidence (1980-1984). C'est à l'heure du refroidissement des relations Est/Ouest après la détente des années 1970 que la référence à la démocratie comme « ensemble de valeurs universelles et intangibles » était devenue une « arme dans la guerre idéologique entre le camp soviétique et le "monde libre"<sup>5</sup> ». Au-delà du langage, on observe une certaine continuité des méthodes et des ressources : la politique de « promotion de la démocratie » (*Democracy Promotion*) de la première décennie 2000 trouve bien son origine dans celle du début des années 1980. Les mêmes institutions sont à l'œuvre, tel

---

1. Leontovitch, V., *Histoire du libéralisme en Russie*, Paris, Fayard, 1979 (1<sup>re</sup> édition, Francfort-sur-le-Main, 1957), 479 p.

2. Voir le site internet de cette organisation : <http://www.hrw.org>.

3. Voir la « carte des libertés dans le monde » en 2006 : <http://www.freedomhouse.org>.

4. Sur ce point, Cohen, S. F., *Failed Crusade: America and the Tragedy of Post-Communist Russia*, New York, Norton & Norton, 2001, 347 p.

5. Cox, M., Ikenberry G. J., Inoguchi T. (dir.), *American Democracy Promotion: Impulses, Strategies and Impacts*, Oxford University Press, 2000, p. 17.

le *National Endowment for Democracy*, une fondation publique créée en 1983<sup>1</sup>. La démocratie ainsi promue s'apparente à un corpus de directives réputées non contraignantes (*guidelines*) édictées par les États-Unis afin d'appuyer les entreprises de démocratisation. La « promotion de la démocratie » consiste à propager les idées libérales et, ce faisant, à susciter et à soutenir les forces politiques, économiques et sociales favorables aux États-Unis. Depuis ses origines, cette politique ne vise pas tant au renversement de tel ou tel régime qu'à exercer une influence décisive sur les « champs psychologiques »<sup>2</sup> de la guerre de l'information en déterminant le classement d'un pays donné dans la catégorie des « bons » ou des « mauvais » régimes, « démocratiques » ou « autoritaires », voire « totalitaires ». Les normes américaines affichent un objectif politique clairement énoncé. Ainsi, le préambule du *Russian Democracy Act* adopté par le Congrès des États-Unis en octobre 2002 affirme que l'objectif de ce texte est de « faire évoluer les données de la politique intérieure russe dans le sens de la démocratie ». Le Congrès des États-Unis édicte régulièrement des actes législatifs indiquant les manquements de tel ou tel État aux principes démocratiques, désignant, le cas échéant, les chantiers prioritaires de la « démocratisation ». Le *Russian Democracy Act* de 2002, qui débloque une ligne de crédit de 50 millions de dollars, en désigne deux : la liberté de conscience — avec pour perspective évidente l'octroi d'une plus grande liberté d'action pour les églises et les sectes évangéliques dont l'activité est dirigée à partir des États-Unis — ainsi que la liberté d'expression. Concernant cette dernière, le texte ne se contente pas de déplorer les pratiques de censure et d'autocensure dans les médias russes, mais condamne aussi de manière très explicite la fermeture de l'actionnariat de la presse et des grandes chaînes de télévision aux partenaires étrangers<sup>3</sup>...

Avec le style quelque peu abrupt qui le caractérise, l'ancien dissident Alexandre Zinoviev observait que « tant que l'URSS a existé et joué son rôle de superpuissance, l'Occident a conservé une attitude de “décence historique” [...] et s'est efforcé de ressembler à l'image que donnait de lui sa propre propagande. Après la défaite de son adversaire, ce n'était plus nécessaire et sa vraie

- 
1. Carothers, T., *In the Name of Democracy: US Policy toward Latin America in the Reagan Years*, Berkeley, University of California Press, 1991, 309 p.
  2. Francart, L., *La guerre du sens : pourquoi et comment agir dans les champs psychologiques*, Paris, Economica, 2000, 311 p.
  3. Voir *Russian Democracy Act*, H. R. 2121, 23 octobre 2002, consultable sur le site internet de la Chambre des représentants des États-Unis : <http://www.house.gov/burton/RSC/Lb100702.pdf>.

nature a commencé à surgir<sup>1</sup> ». Cette observation a le mérite de souligner deux aspects essentiels, souvent évacués de la réflexion sur l'exportation du « modèle occidental ». Tout d'abord, un processus d'idéologisation de ce dernier est en cours, caractérisé par la domination d'un conformisme intellectuel qui tend à imposer partout une définition abstraite et procédurale de la démocratie. Ce conformisme, alimenté par « une cohorte de politistes dans la lignée de Rawls ou Habermas », conduit à « désubstantialiser la démocratie pour la réduire à un strict agencement de droits », faisant « glisser implicitement le principe juridique de l'universalisme abstrait d'une validité morale à une vérité historique<sup>2</sup> ». Si on la considère d'un point de vue extra-occidental, cette absolutisation de la démocratie aboutit à ignorer les processus de démocratisation qui n'appartiennent pas à l'univers mental de l'Occident et n'entrent pas dans le répertoire d'action des programmes de démocratisation. Cet angle mort a été remarquablement analysé par Amartya Sen<sup>3</sup>. Enfin, l'exportation du « modèle occidental » est susceptible de produire des effets d'hétérotélie, très bien relevés par Amy Chua, qui a montré que dans de nombreux pays émergents d'Afrique, d'Asie, du Moyen-Orient ou d'Eurasie, des minorités ethniques ou religieuses économiquement puissantes ont su habilement instrumentaliser les programmes de démocratisation pour parvenir au pouvoir ou s'y maintenir, favorisant l'émergence de « systèmes politiques considérés comme libéraux et démocratiques en Occident, mais en flagrante contradiction avec le principe majoritaire<sup>4</sup> ». Ainsi, les « promoteurs de la démocratie » s'en font parfois, à leur insu, les fossoyeurs, du fait de leur impopularité et de la suspicion qu'ils inspirent à l'opinion publique. Pour Chua, la forte proportion de Juifs parmi les nouveaux capitalistes russes des années 1990 a largement contribué à jeter le discrédit sur le « modèle occidental » en Russie et dans l'espace post-soviétique. Il n'est guère contestable que ce facteur, associé à bien d'autres néanmoins, a nourri le fort désenchantement des Russes à l'égard des hommes politiques qui se sont autoproclamés « démocrates » dans les années 1990. Il ne faut pas non plus sous-estimer l'importance de l'écart entre le « modèle occidental » et la réalité des démocraties « de référence », un écart qui se creuse et jette, tant dans les pays « en transition » que dans les démocraties occidentales elles-mêmes,

1. Zinoviev, A., *L'occidentisme : essai sur le triomphe d'une idéologie*, Paris, Plon, 1995, p. 13-14.
2. Rosanvallon, P., *Le peuple introuvable. Histoire de la représentation démocratique en France*, Paris, Gallimard, 1998, p. 338-339.
3. Sen, A., *La démocratie des autres*, Paris, Payot, 2005, 85 p.
4. Chua, A. L., *World on Fire. How Exporting Free Market Democracy Breeds Ethnic Hatred and Global Instability*, London, Heinemann, 2003, p. 13-14.

un discrédit croissant sur ledit modèle. La démocratie occidentale, souvent idéalisée avant la chute de l'URSS, s'est considérablement banalisée. Elle est devenue une « démocratie réelle<sup>1</sup> » dont le grand public connaît désormais, par le biais de la culture populaire des films et des séries télévisées (en particulier américaines), toutes les imperfections, les impasses et, au bout du compte, les ressemblances avec leur propre système politique.

La démocratie définie par les valeurs qui lui sont associées	
Sondage réalisé dans cinq grandes villes de Russie en septembre 1997 (échantillon : 950 personnes)	
Association positive sans précision	8,5 %
Liberté d'expression, liberté de la presse	5,0 %
Liberté (en général)	4,0 %
Élections libres et pluralistes	2,3 %
Liberté de conscience	2,0 %
Amélioration des conditions de vie	0,8 %
<b>Total associations positives</b>	<b>22,6 %</b>
Désordre, anarchie, désintégration	16,7 %
Absence de lois, impunité, corruption	10,3 %
Association négative sans précision	8,6 %
Pauvreté, inflation, chômage	6,6 %
Déformation du sens des mots	3,9 %
Démagogie	3,5 %
<b>Total associations négatives</b>	<b>49,6 %</b>
<b>Ne se prononcent pas</b>	<b>27,8 %</b>
Source : Pammett, J., « Elections and Democracy in Russia », <i>Communist and Post-Communist Studies</i> , 1999, vol. 32, n° 1, p. 47.	

Dans ce contexte, certains dirigeants post-soviétiques ont entrepris d'asseoir ou de consolider leur légitimité politique sur le désenchantement des citoyens à l'égard de la démocratie en se démarquant officiellement d'un « modèle occidental » au profit de modèles autochtones de démocratie. Ainsi, dès 1997, le Président du Kazakhstan, Noursoultan Nazarbaïev, évoquait un « modèle eurasiatique de démocratie », caractérisé par un exécutif présidentiel fort et un autoritarisme assumé, justifié par l'ampleur des bouleversements post-soviétiques et l'instabilité socio-économique qui en a résulté, ainsi que par

1. Par analogie avec le « socialisme réel » proclamé à l'ère Brejnev, source de multiples plaisanteries visant à souligner l'écart entre les promesses du « rêve » communiste et les réalisations concrètes de la « construction du socialisme ».

certains invariants culturels « eurasiatiques<sup>1</sup> ». L'impératif de stabilité rejoint ici les impératifs d'efficacité et de légitimité. Dans une logique similaire, le chef-adjoint de l'administration présidentielle russe, Vladislav Sourkov, a esquissé les traits du modèle de la « démocratie souveraine » qui, selon lui, constitue désormais « la variante russe du modèle démocratique<sup>2</sup> ». Dès 2003, le Président Poutine avait vigoureusement réagi aux critiques officielles américaines sur l'état de la démocratie en Russie et évoqué une « voie russe » vers la démocratie. Ces critiques en provenance de Washington se sont radicalisées au lendemain de l'arrestation, fin 2003, du magnat Mikhaïl Khodorkovski. Condamné en juin 2005 pour fraude fiscale et abus de biens sociaux, ce dernier a fait l'objet, dans les pays occidentaux, d'une intense campagne médiatique présentant les poursuites judiciaires à son encontre comme le résultat d'un complot ourdi au Kremlin pour l'éliminer de la course à la présidence. Le prévenu, qui avait été à la tête de la première entreprise pétrolière russe et avait tissé des liens étroits avec les milieux d'affaires, les instances communautaires juives des États-Unis et les administrations Clinton et George W. Bush, exprimait volontiers ses convictions politiques libérales, arguant de la prétendue « transparence » comptable et financière de son groupe. Il avait entrepris de financer l'activité des plusieurs ONG russes, de partis politiques libéraux (en particulier *Iabloko*) et créé une fondation, *Russie ouverte (Otkrytaïa Rossiia)*, pour servir de réservoir d'idées et d'analyses politiques. Les médias globaux ont mis l'accent sur la dimension civique et politique de l'activité de l'ancien oligarque, n'apportant qu'un éclairage assez limité sur ses projets d'alliance avec des *majors* pétrolières américaines qui contrecarraient le dessein présidentiel, qui s'est manifesté depuis lors avec une grande clarté, de restructurer le secteur stratégique du pétrole pour le placer sous son contrôle. Ce faisant, ils ont terni l'image de marque de Vladimir Poutine et de la Russie sur le marché de l'information en orientant aussi durablement que défavorablement le curseur qui prescrit l'inscription au rang de démocratie. L'éditorial du *Washington Post* du 1<sup>er</sup> juin 2005 affirmait que le prétendu dessein n'était autre que de vouloir « étouffer l'opposition » et renforcer « un autoritarisme présidentiel que bientôt plus rien ni personne ne

1. Nazarbaïev, N. A., *Evraziiskii soïouz : idei, praktika, perspektivy 1994-1997*, Moscou, FSRSPN, 1997, 179 p. Sur l'eurasisme officiel kazakhstanaï, voir Laruelle, M., *La quête d'identité impériale : le néo-eurasisme dans la Russie contemporaine*, Paris, Petra, 2007, p. 206-229.
2. Sourkov, V. Iou. « Souverenitet — èto političeskii sinonim konkourentosposobnosti », discours prononcé le 7 février 2006 devant les auditeurs du Centre d'étude et de préparation des cadres du parti *Russie Unie*, publié sur le site de ce parti. Voir <http://www.er.ru/print.html?id=111148>. Ce texte constitue le premier d'une série de déclarations et d'articles de l'auteur sur le « modèle russe » de démocratie.

pourra plus arrêter ». C'est ainsi que les médias occidentaux généralisèrent et amplifièrent leurs critiques à l'égard du système politique russe en se focalisant sur une réalité incontournable de ce dernier : l'absence d'alternance au pouvoir et la difficulté, voire l'impossibilité structurelle de constituer une opposition politique organisée et pérenne. Cette réalité apparut encore plus crûment à la lumière des « révolutions de couleur » en Géorgie, en Ukraine et en Kirghizie. Cette critique est sous-tendue par l'idée libérale de la démocratie représentative et, en particulier, par la notion de « polyarchie », fondement théorique, selon William Robinson, de toute l'entreprise américaine de la « promotion de la démocratie<sup>1</sup> ». Selon cette conception, la configuration polyarchique de l'élite du pouvoir et l'existence en son sein d'au moins deux grands groupes politiques (partis, ou coalitions) alternant au pouvoir à l'issue d'élections libres constituent l'« essence » de la démocratie occidentale. La « gouvernance démocratique » promue aujourd'hui globalement peut donc être définie comme un « pluralisme limité » permettant l'articulation et la prise en compte des principaux intérêts en présence au sein de l'élite du pouvoir<sup>2</sup>. Pour Robinson, la « promotion de la démocratie » consiste à favoriser l'émergence d'une configuration dite « polyarchique » de l'élite du pouvoir, puis à soutenir la fraction pro-américaine » ou, à tout le moins « pro-occidentale », de cette « polyarchie », et à appuyer, le cas échéant, son accession au pouvoir.

Au cours de la décennie 1990, les dirigeants russes évoquaient d'une manière presque rituelle les nécessaires « progrès démocratiques » qui restaient à accomplir dans leur pays. Aujourd'hui, le discours a profondément changé : la Russie suit une voie vers la démocratie qui lui est propre, avec pour axe central la restauration de l'autorité de l'État, mise à mal par les réformes économiques de l'ère Eltsine. Visant à « garantir l'unité entre les élites et le peuple à l'heure de la globalisation », la « démocratie souveraine » post-soviétique — écrit Sourkov — est en porte-à-faux avec un « modèle occidental » aux prétentions universalistes mais qui n'est en rien universel, puisqu'il est le « fruit de l'histoire très spécifique de l'Europe occidentale ». Dans un ouvrage publié en 2006 et qui a reçu l'imprimatur des plus proches conseillers politiques du Président russe, Alexeï Tchadaïev résume le concept de « démocratie souveraine » en une phrase : « c'est le peuple russe, et non Washington, qui doit décider de quel

- 
1. Robinson, W. I., *Promoting Polyarchy : Globalization, US Intervention and Hegemony*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, 466 p. Sur la notion de polyarchie en science politique, voir volume 1, chapitre 2.
  2. Hermet, G., « Un régime à pluralisme limité ? : à propos de la gouvernance démocratique », *Revue française de science politique*, vol. 54, n° 1, 2004, p. 159-178.